

Des municipalités écologistes, rempart à l'illibéralisme

Résumé

Depuis 20 ans, a émergé au sein du « club des 1% » une tendance de captation des moyens de diffusion de l'information et du savoir. Cette course entre oligarques, à la conquête du quatrième pouvoir médiatique, en offrant un prêt à penser idéologique, est une tentative évidente d'entrée vers la conquête des trois premiers.

Animés par le désir de s'agréger l'assentiment citoyen, ils deviennent, par le biais des médias qu'ils contrôlent et partis qu'ils promeuvent, prescripteurs des politiques qu'ils prônent.

Si, jusqu'à récemment, ils visaient de manière privilégiée des moyens de diffusion large, c'est désormais sur le socle de nos démocraties, l'enseignement, les associations et les municipalités, qu'ils se portent.

Cette motion a pour objectif de dessiner les digues d'extension de notre vigilance et de renforcer nos capacités de résistance de terrain.

Exposé des motifs

Depuis les années 80 (rachat de TF1 par le groupe Bouygues, création de La 5 par Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi...) les puissances financières ont massivement investi dans les médias privés, dans une perspective d'étendre leurs activités. Les années 2000 marquent un tournant quand, dans la lignée des magnats anglo-saxons, la France est témoin de l'investissement par des milliardaires dans ses principales sociétés d'information et de communication, à des fins idéologiques et politiques qui se sont affirmées au fur et à mesure des années.

Dès lors, ils ont infléchi significativement les lignes éditoriales des canaux de diffusion à mesure que leur nombre de parts en leur sein augmentaient et que leur vision politique s'orientait toujours plus à droite.

Ce mouvement, insidieux dans un premier temps, s'est franchement assumé ces dernières années en France, il s'inscrit dans un phénomène global. Comme décrit par Giuliano Da Empoli dans "mes Ingénieurs du Chaos", nos démocraties sont en proie à un danger existentiel né de l'ambition simultanée de multimilliardaires de propulser des hommes et femmes de paille soumis au scrutin populaire pour installer des régimes illibéraux c'est à dire où les pouvoirs judiciaire, parlementaire, les médias - dont l'indépendance n'est plus garantie - ne font plus effet de régulateurs. S'installe alors une hiérarchisation des droits basée sur le genre, l'orientation sexuelle, la religion ou la couleur de peau et la classe sociale. L'exercice de ce droit n'étant plus fait par l'institution dédiée mais parfois par des organisations aux relents de milice, toute opposition est confrontée à la brutalité policière. Ces moyens financiers, mis au profit de la destruction démocratique, ont pour finalité la recomposition d'Etats dévolus à l'expansion de leur fortune.

Passés maîtres dans l'ouverture savamment distillée de la fenêtre d'Overton, ils ont réussi, dans de nombreux pays dont les plus évidents sont les Etats-Unis de Trump, à faire adhérer une majorité de la population à l'idée de confier le pouvoir à des élu·e·s qui mèneront des politiques aux antipodes de leurs propres intérêts.

Derrière un nationalisme de façade, c'est une internationale illibérale et réactionnaire qui émerge entre dirigeants élus sur les mêmes bases, soumis aux mêmes forces, et une consolidation des intérêts communs des multinationales qui se partagent le monde telles des empires coloniaux.

En France, Vincent Bolloré en est le principal représentant. Ses porte-voix médiatiques, pourtant maintes fois réprimandés, façonnent idéologiquement le vote qui permettra, demain, aux partis défendant le mieux ses propres intérêts de faire tomber le peu de digues qui les limitent.

Il a installé des outils de ré information, son écosystème médiatique alternatif, qui bénéficie de la caisse de résonance offerte par Elon Musk qui les propulse algorithmiquement sur X. lesdits canaux prétendent fournir la "vérité", qu'ils assènent sans jamais l'étayer, se débarrasser du "politiquement correct", et discréditent les médias traditionnels.

Les voix dissonantes ont de plus en plus de difficultés à se faire entendre dans un paysage qui, sinon hégémonique, a tendance à s'uniformiser.

Si l'emprise de Vincent Bolloré est aujourd'hui tentaculaire et se déploie dans les cercles du pouvoir, elle bénéficie d'une stratégie de conquête au plus près du terrain, organisée par un autre protagoniste, Pierre-Edouard Stérin.

Après une fortune gagnée dans un contexte très différent des profils précités, et longtemps discret, Pierre-Edouard Stérin est un nouveau venu dans le paysage politique de l'illibéralisme. Son objectif, maintes fois répété et parfaitement assumé, est la purification ethnique d'un occident fantasmé adossée à une domination de classe.

Ayant mis ses réseaux au service de Bruno Retailleau et entendu à plusieurs reprises sur le financement occulte de campagnes du Rassemblement National (affaire en instruction), Pierre-Edouard Stérin n'est pas que le soutien financier de l'extrême droite de l'échiquier politique. Il est également connu pour l'organisation des "Nuits du bien commun" destinées à lever des fonds pour des organismes éducatifs ou caritatifs portant ses valeurs natalistes, racistes et nationalistes. C'est un projet de société. Ainsi, dans une vidéo postée au cœur de l'été 2025, il exposait son "Projet Périclès : favoriser les naissances d'enfants "de souche européenne" et chrétienne, évangéliser les non chrétiens et athées. Ce mois d'octobre, on apprenait qu'il finançait un programme d'éducation à la sexualité, mif, destiné à la communauté éducative.

Cette stratégie de mener la bataille culturelle par la base, ne s'exprime pas que sur l'angle de l'âge de ses cibles, elle se fait également par les territoires :

pallier par l'école privée hors contrat la souffrance du public en finançant notamment les réseaux Espérance Banlieues et Espérance Ruralités qui formatent les jeunes esprits selon les valeurs prônées par Stérin.

prise de contrôle des fleurons sportifs des régions, via le groupe Otium, celui du Biarritz Olympique, le club de rugby emblématique de la Côte basque

label des Plus Belles Fêtes de France.

stratégie d'approche des maires et futurs maires, par la création d'un institut de formation à leur attention : Politicae.

MOTION

Afin de prémunir les citoyen·nes de la bataille culturelle délétère pour le bien-vivre ensemble menée par Pierre-Edouard Stérin et ses associés, les maires et futur·e·s maires écologistes, élu·e·s et futur·e·s élu·e·s s'engagent à :

- Promouvoir des initiatives portant des objectifs de solidarité, d'ouverture, d'émancipation, de protection du bien vivre ensemble et ne pas accueillir la nuit des biens communs ou toute autre manifestation liée à la galaxie Stérin
- Mobiliser les moyens légaux en leur possession pour empêcher l'installation des organisations financées par le fonds du bien commun

- Protéger le patrimoine sportif et culturel et dénoncer tout projet de rachat d'équipement ou de sponsoring par la galaxie Otium ou tout autre acteur
- Ne pas chercher à adhérer, de désaffilier de l'association des plus belles fêtes de France
- Porter une attention particulière à l'installation de groupe scolaire privé, d'institut de formation initiale ou continue, hors contrat pour contrer la stratégie agressive des groupes réactionnaires en matière éducative,
- Favoriser une approche du patrimoine et de la culture par les droits culturels
- Renforcer les capacités et les initiatives de l'éducation populaire et citoyennes qui sont le sel de la vitalité démocratique de nos territoires, en mobilisant chaque citoyen.ne et en particulier chaque militant.e, notamment en région en partenariat avec les élue.es de chaque collectivité

Unanimité moins 2 blancs.

Positions antérieures du parti

“L’écologie politique doit être un rempart idéologique et militant contre l’extrême droite (Création d’une Commission nationale de lutte contre l’EXD)” - Conseil Fédéral 1er avril 2023

“Connaître, identifier et combattre les écologies identitaires et réactionnaires” - Conseil Fédéral , 30 novembre et 1^{er} décembre 2024